

1.2.5.

Éducation et emploi / Éducation et crise économique

Projet de résolution sur la crise financière mondiale

Proposé par : NASUWT/Royaume-Uni

Langue d'origine : anglais

LE SIXIEME CONGRES MONDIAL DE L'IE, qui sera organisé au Cap, en Afrique du Sud

1. **Affirme** son engagement continu :
 - (i) au renforcement des capacités des syndicats d'enseignants à l'échelle internationale;
 - (ii) à la défense des droits humains et syndicaux des enseignants à travers le monde;
 - (iii) à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, notamment :
 - (a) l'objectif d'éducation primaire universelle d'ici 2015; et
 - (b) la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, dont l'élimination des disparités entre les sexes en matière d'accès à l'enseignement primaire et secondaire au plus tard en 2015.
2. **Estime**, toutefois que l'austérité économique imposée par certains gouvernements et par les institutions financières internationales :
 - (i) exacerbera les inégalités économiques;
 - (ii) attisera les troubles sociaux;
 - (iii) frappera plus durement les plus pauvres;
 - (iv) effacera les progrès âprement obtenus dans le domaine de la justice sociale et de l'égalité des chances;
 - (v) remettra en cause les engagements internationaux en matière d'élimination de la pauvreté des enfants et d'éducation pour tous; et
 - (vi) endommagera irrévocablement l'infrastructure des services publics démocratiquement responsables, dont l'éducation.
3. **Déplore** le non-respect des engagements internationaux pris par les nations les plus riches en matière d'élimination de la pauvreté et d'accès universel à l'éducation.
4. **Déplore également** l'impact dévastateur de la crise financière qui contraint de nombreux pays pauvres à fermer les écoles, à licencier les enseignants et à ne pas verser les salaires en raison du tarissement des crédits de l'éducation ou de leur réaffectation pour alimenter la population.
5. **Est vivement préoccupé** par l'augmentation des abus cautionnés par l'Etat à l'encontre des enseignants, des autres fonctionnaires et des syndicalistes et leur désignation comme boucs émissaires au cours de la crise financière mondiale.
6. **Affirme** que les citoyens ordinaires, les travailleurs et les syndicats n'ont pas causé la crise financière mondiale et ne devraient pas être forcés à en payer le prix.
7. **Estime** que seule l'action collective des syndicats et des autres organisations de la société civile, intervenant conjointement de manière solidaire à l'échelle internationale, permettra de faire échec à l'attaque contre les enseignants et les autres travailleurs du secteur public, et de mettre fin à l'incapacité internationale à honorer les engagements en matière d'élimination de la pauvreté et d'accès universel et gratuit à l'éducation.



- 56
57 8. **Approuve** l'action continue de l'Internationale de l'Education dans le cadre de sa campagne
58 contre la pauvreté et en faveur :
59
60 (i) du droit de chaque enfant à l'éducation;
61 (ii) de la défense des emplois et des retraites; et
62 (iii) de l'avenir de l'éducation contrôlée de façon démocratique.
63
64 9. **Engage** l'Internationale de l'Education à faire campagne en faveur du soutien international
65 d'une Taxe sur les transactions financières (Taxe Tobin) et d'une Taxe sur les activités
66 financières afin d'honorer les engagements contre la pauvreté et de tenir la promesse de
67 l'égalité d'accès des enfants à l'éducation.